



## **Les grands titres:**

- Haïti : l'ONU étudie une modification du mandat de la MINUSTAH
- Somalie : l'ONU et ses partenaires félicitent le nouveau Président pour son élection
- L'ONU appelle à une augmentation de 50% du financement de l'action humanitaire contre les mines
- Tunisie : un expert de l'ONU appelle à fonder la lutte contre le terrorisme sur les droits de l'homme
- Centrafrique : l'ONU plaide pour le respect du droit humanitaire après un incident dans un centre de santé

## **Haïti : l'ONU étudie une modification du mandat de la MINUSTAH**



Des Casques bleus brésiliens et un officier de police de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) patrouillent dans la ville de Jeremie, qui a été endommagée par l'ouragan Matthew. Photo ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

**9 février** - A l'occasion d'une visite en Haïti, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a souligné que l'Organisation étudiait une modification du mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

M. Ladsous est venu dans le pays pour assister à la prestation de serment du nouveau Président haïtien, Jovenel Moïse, cette semaine et pour effectuer une évaluation de la MINUSTAH.

“La composante militaire de la MINUSTAH devrait selon toute vraisemblance s'effacer dans un avenir relativement proche. On est en train de regarder les modalités”, a expliqué M. Ladsous lors d'une conférence de presse à Port-au-Prince.

Il a rappelé que le Conseil de sécurité de l'ONU, lorsqu'il a renouvelé la dernière fois le mandat de la MINUSTAH, a souhaité qu'à la prochaine échéance qui se situe le 15 avril, il ait des éléments pour se prononcer sur le paramétrage du mandat de la Mission. Le Secrétaire général doit formuler des recommandations à l'adresse du Conseil de sécurité le 15 mars.

“Je crois que lorsque l'on regarde la situation dans ce pays par rapport à ce qu'elle était, il y a quelques années, on a quand même beaucoup avancé”, a dit M. Ladsous. “La sécurité n'est pas parfaite, mais je crois qu'elle est quand même bien meilleure”.

Selon lui, “les élections au cours des derniers mois se sont bien passées”. “Il y a eu des incidents mais peu nombreux”, a-t-il ajouté. “Je crois que c'est quelque chose qu'il faut porter au crédit de la Police nationale haïtienne comme d'ailleurs au crédit du Conseil électoral provisoire, au crédit aussi de la MINUSTAH qui est là en termes de recours”.

Il a noté que les effectifs réguliers de la Police nationale haïtienne atteindront un effectif de 15.000 policiers et que les efforts allaient se poursuivre pour renforcer les capacités de cette police.



## Somalie : l'ONU et ses partenaires félicitent le nouveau Président pour son élection



Le nouveau Président de la Somalie, Mohamed Abdullahi Farmajo, prête serment après avoir été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle. Photo ONU/Ilyas Ahmed

**9 février** - L'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'Éthiopie, l'Italie, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis se sont félicités de la conclusion du scrutin présidentiel en Somalie et ont adressé leurs plus sincères félicitations au nouveau Président fédéral somalien Mohamed Abdullahi Farmajo pour sa victoire.

Dans un communiqué de presse conjoint, les partenaires internationaux ont également souhaité exprimer leurs remerciements au Président sortant, Hassan Sheikh Mohamed, et à son gouvernement, pour leurs nombreuses réalisations au cours des quatre dernières années. Ils ont remercié le Président sortant pour son discours de concession gracieux "qui a facilité un transfert de pouvoir pacifique et ordonné".

Selon eux, le Président Farmajo fait face à des défis importants, notamment la sécheresse qui frappe le pays. Une de ses priorités est aussi d'améliorer la sécurité de tous les Somaliens. "Cela nécessitera un partenariat continu avec l'Union africaine et les bailleurs de fonds internationaux", ont estimé l'ONU et ses partenaires.

La réconciliation et la résolution pacifique d'un certain nombre de conflits locaux, ainsi que la reprise du processus d'examen constitutionnel, sont d'autres défis que devra relever le Président.

"La communauté internationale est désireuse de s'associer au nouveau Président, au gouvernement fédéral somalien, aux États membres fédéraux du pays et au peuple somalien pour relever ces défis", a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour Somalie, Michael Keating.

## L'ONU appelle à une augmentation de 50% du financement de l'action humanitaire contre les mines



Une femme dégage un obus de mortier lors d'une démonstration par le Service de lutte antimines des Nations Unies (UNMAS) à Mogadiscio, en Somalie. Photo ONU/Tobin Jones

**9 février** - L'action antimines des Nations Unies a besoin de 511 millions de dollars pour mener à bien ses projets en 2017 et cela représente une augmentation de 50% par rapport à l'appel consolidé de l'année dernière, qui s'élevait à 347 millions de dollars.

Cet action antimines comprend le déminage, l'éducation aux risques et l'assistance aux victimes, dans les situations de conflit et d'après conflit dans le monde, a précisé le Service d'action antimines des Nations Unies (UNMAS) dans un communiqué de presse.

Les projets d'UNMAS concernent vingt-deux pays et territoires contaminés par des mines terrestres et d'autres engins explosifs tels que des munitions à fragmentation non explosées, des roquettes et des engins explosifs improvisés en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud. Au total plus de 200 projets ont été élaborés par les groupes de coordination de l'action antimines au niveau national.

"Dans le monde entier, les conflits qui déchirent des pays et des communautés causent une augmentation tragique du nombre de décès dus aux mines terrestres et à d'autres engins explosifs. Il est absolument nécessaire de mener une action humanitaire contre les mines. La connaissance et la volonté d'aider sont là, c'est un financement adéquat qui manque", a déclaré la Directrice d'UNMAS, Agnès Marcaillou.

L'Afghanistan (124 millions de dollars), l'Iraq (75 millions de dollars), la Syrie (52 millions de dollars) et le Yémen (17 millions de dollars) ont les besoins de financement les plus élevés. En outre, les pays qui ont une importante contamination résiduelle, tels que le Cambodge (23 millions de dollars) et le Laos (26 millions de dollars), ont encore besoin de ressources.

## Tunisie : un expert de l'ONU appelle à fonder la lutte contre le terrorisme sur les droits de l'homme



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme, Ben Emmerson. Photo ONU/Cia Pak

**9 février** - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme, Ben Emmerson, s'est félicité jeudi des efforts déployés par la Tunisie pour prévenir l'extrémisme violent et lutter contre le terrorisme mais a souligné que cette la lutte devait être fondée sur les droits de l'homme pour servir de modèle à la région et au-delà.

Au terme de sa première visite officielle dans le pays, M. Emmerson s'est félicité de l'engagement exprimé par les autorités et les institutions tunisiennes « de lutter contre le terrorisme et de prévenir l'extrémisme violent non seulement par des mesures de nature sécuritaire mais aussi à travers une action concertée dans les domaines social, économique, politique, judiciaire et des droits de l'homme ».

« Cette visite m'a donné l'occasion de prendre directement connaissance des défis liés au retour des combattants terroristes tunisiens dans les zones de conflit de la région et la menace constante résultant de l'instabilité régionale malgré les progrès réalisés dans la sécurisation des frontières extérieures », a dit le Rapporteur spécial à son retour, rappelant les tragiques attaques terroristes commises en Tunisie ces dernières années.

Malgré les progrès accomplis, il a identifié un certain nombre de préoccupations telles que les périodes prolongées de détention en attente d'un jugement, les conditions de détention, l'utilisation de décrets visant à restreindre la liberté de mouvement et l'assignation à résidence sans contrôle judiciaire approprié, ainsi que des allégations de mauvais traitements et de torture. Il a également attiré l'attention sur l'utilisation de la loi antiterroriste et d'autres actes législatifs à l'encontre des journalistes.

« J'ai été informé que des enquêtes et des poursuites sont en cours contre plus de 1.500 personnes accusées d'actes terroristes », a déclaré M. Emmerson. « Moins de 10% de ces personnes ont été condamnées jusque-là. Les autres continuent d'être privées de leur liberté pendant des périodes prolongées sans avoir été reconnues coupables d'une quelconque infraction ».

À cet égard, l'expert a demandé aux autorités de redoubler d'efforts et d'accélérer les procédures judiciaires en fournissant au Pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme des ressources humaines supplémentaires et en simplifiant le système de justice pénale, parmi d'autres recommandations.

« Je suis particulièrement préoccupé par les conditions que j'ai observé dans la prison de Mornaguia, qui sont bien en-deçà des normes minimales internationales. La prison présente une surpopulation d'environ 150%, avec plus de 90 prisonniers entassés dans des cellules où l'espace, la lumière naturelle, la ventilation, les lits et les installations sanitaires sont insuffisants », a-t-il souligné.

« Ces conditions imposent un fardeau intolérable au personnel pénitencier et violent systématiquement les droits des prisonniers », a déclaré l'expert. « Bien que les prisonniers de toutes catégories soient touchés, ces conditions inacceptables affectent de façon disproportionnée les personnes accusées de terrorisme, qui sont les moins susceptibles d'être libérées provisoirement, parce que leurs dossiers prennent parfois des années pour être instruits et jugés et parce qu'elles reçoivent les peines les plus longues ».

## Centrafrique : l'ONU plaide pour le respect du droit humanitaire après un incident dans un centre de santé



Une petite fille à Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA). Photo: UNICEF/Donaig Le Du

**9 février** - Le Coordonnateur humanitaire par intérim en République centrafricaine (RCA), le Dr Michel Yao, a fermement condamné jeudi l'intrusion d'hommes armés dans un centre de santé à Bangui, la qualifiant de violation du droit international humanitaire.

Une opération militaire dans le quartier de PK5 à Bangui a fait trois morts et 26 blessés. Ces chiffres incluent des civils et des combattants. Les blessés ont été amenés dans un établissement de santé soutenu par une organisation humanitaire internationale, a expliqué le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Après l'incident, des éléments armés sont entrés de force dans l'établissement de santé avec l'intention de tuer certains des blessés. Ceci est le deuxième incident dans le même établissement de santé en quatre jours.

«Il est inacceptable que des éléments armés viennent à l'hôpital avec des armes pour tuer les patients. J'exhorte toutes les parties prenantes à respecter le caractère civil de ces établissements de santé afin de permettre un accès libre et sans entrave pour les patients et le personnel médical », a déclaré le Dr Yao, dans un communiqué de presse.

Lors de cet incident, plusieurs maisons, une école et une église ont été détruits.

«J'appelle toutes les parties, y compris les autorités nationales à améliorer la protection des civils et la cohabitation pacifique des communautés», a ajouté le Coordonnateur humanitaire.

La protection des civils continue d'être une préoccupation majeure en République centrafricaine, où 400.000 personnes sont toujours déplacées en raison du conflit. Environ 2,2 millions de personnes ont actuellement besoin d'une aide humanitaire, à un moment où les niveaux de financement sont au plus bas.